



PRÉFET DE L'EURE

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Évreux, le 07 MARS 2019

Service prévention des risques  
et aménagement du territoireUnité prévention des risques  
Dossier suivi par : Véronique Guédée  
Tél : 02 32 29 62 63  
Fax : 02 32 29 61 81  
Mél : veronique.guedee@eure.gouv.fr  
Notre référence : SPRAT/PR/VG/001-2019à  
Madame le Maire de MennevalObjet : Avis des personnes publiques associées sur le règlement  
local de publicité de la commune de Menneval

Dans le cadre de la consultation des personnes publiques associées, vous m'avez transmis le projet arrêté du règlement local de publicité (RLP) par délibération communale du 30 novembre 2018, reçu à la préfecture le 26 décembre 2018.

J'ai l'honneur de vous adresser l'avis des services de l'État associés à l'élaboration du règlement local de publicité.

L'examen de ce document fait ressortir que les objectifs fondamentaux fixés par le code de l'environnement et notamment ceux de l'article L.581-1 sont respectés. J'émet donc un avis favorable avec prise en compte des observations ci-après.

**Rapport de présentation :**

Page 14 : Dans le paragraphe « hors agglomération – préenseignes dérogatoires », il convient de remplacer dans la dernière phrase : « publicité » par « préenseigne dérogatoire ». La publicité est soumise à une réglementation différente.

Page 32 : il convient de corriger la date d'arrêt du projet par le conseil municipal au 30 novembre 2018 au lieu du 12 novembre 2015.

**Règlement local de publicité :**

Article 2 : à ce jour, la publicité est interdite à moins de 100 mètres d'un monument historique et dans son champ de visibilité. La loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) a harmonisé les périmètres notamment avec le code du patrimoine. Ainsi, le périmètre d'interdiction de la publicité sera de 500 mètres autour des monuments historiques. (cf. Article 112, loi LCAP).

Il convient de modifier le périmètre autour de l'église inscrite au titre des monuments historiques.

Article 3 : il convient de remplacer le mot « admise » par « autorisée » pour une meilleure compréhension.

Copie à : UDAP – DREAL Normandie/SECLAD – DT Bernay/Pont-Audemer – Préfecture

Article 3, 4, et 5 : les articles du code de l'environnement ont été modifiés par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ainsi que par le décret du 30 janvier 2012. Les articles définissant le mobilier urbain dans le code de l'environnement ont été modifiés. Il convient de les mettre à jour, suivant le code de l'environnement en vigueur (R.581-42 à R.581-47).

Article 4.2 et 5.2 : il convient d'ajouter à la liste de matériaux représentatifs du patrimoine architectural local : le moëllon.

Article 5 : il convient de revoir la numérotation des notes de bas de page.

Article 5.7 et 9 : Il convient d'ajouter en bas de page la signification des termes « SDP » et « SHON ».

Article 7.2.1 : Il convient de rajouter la phrase suivante : « Lorsque l'activité ne s'exerce pas dans tout le bâtiment, les enseignes perpendiculaires seront implantées au niveau du rez-de-chaussée; en cas d'impossibilité technique, elles peuvent être installées sous le rebord de la fenêtre du 1<sup>er</sup> étage. » La surface maximale unitaire sera de 0,6m de hauteur par 0,6m de longueur.

Article 9 : 3<sup>ème</sup> paragraphe, les « articles 13 à 16 » font référence au règlement de l'ancien RLP. Il convient de mettre à jour ces articles suivant le nouveau règlement du RLP.

**Limites de l'agglomération :**

L'article R581-78 du code de l'environnement stipule que les limites de l'agglomération fixées par le maire en application de l'article R.411-2 du code de la route sont représentées sur un document graphique annexé, avec les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, au règlement local de publicité.

Cet élément n'était pas présent dans le dossier reçu à la préfecture le 26 décembre 2018. Pour rappel, les limites de l'agglomération fixées par arrêté du maire doit être annexé au RLP avant l'approbation du projet.

le directeur départemental

Laurent Tessier